

ALBERT

Par le Roi :  
La Ministre de l'Emploi et du Travail,  
Mme M. SMET

ALBERT

Van Koningswege :  
De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
Mevr. M. SMET

**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 97 — 629

[S - C - 79/29124]

**5 FEVRIER 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités de permutation entre les membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française et les membres du personnel transférés d'office dans les Services du Gouvernement wallon**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret II du 19 juillet 1993 de la Communauté française attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 6, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 novembre 1994 déterminant les modalités de transfert du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française au Gouvernement wallon et au Collège de la Commission communautaire française, notamment l'article 8, § 1<sup>er</sup>, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 8 novembre 1995;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 décembre 1996, portant création du Ministère de la Communauté française;

Vu le protocole n° 148 du 2 février 1996 du Comité de négociation du Secteur XVII;

Vu l'avis conforme du Gouvernement wallon, donné le 14 mars 1996;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 11 octobre 1996;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement du 27 janvier 1997,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les membres du personnel visés à l'article 8, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement du 4 novembre 1994 déterminant les modalités de transfert des membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française au Gouvernement wallon et au Collège de la Commission communautaire française, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 8 novembre 1995, sont les membres du personnel dont les noms sont repris à l'annexe de l'arrêté du Gouvernement du 20 septembre 1995, transférant d'office des membres du personnel de niveau 1 des Services du Gouvernement de la Communauté française - Ministère de la Culture et des Affaires sociales et Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation - au Gouvernement wallon en exécution de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 novembre 1994.

**Art. 2. § 1<sup>er</sup>.** Les membres du personnel visés à l'article 1<sup>er</sup> introduisent leur demande de nouvelle affectation au moyen du formulaire repris en annexe, par envoi recommandé, au Secrétaire général du Ministère de la Communauté française, qui en accuse réception.

Ils transmettent, par la voie hiérarchique, une copie de leur demande au Secrétaire général du ministère dans lequel ils sont affectés.

§ 2. Le délai visé à l'article 8, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement du 4 novembre 1994, prend cours le premier jour ouvrable qui suit l'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 3.** Les demandes de nouvelles affectations demeurent valables tant qu'elles ne sont pas satisfaites, tant qu'elles ne sont pas retirées ou tant que les intéressés n'ont pas obtenu, au sein des Services du Gouvernement wallon, une promotion.

**Art. 4.** Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il est publié au *Moniteur belge*.

**Art. 5.** Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Bruxelles, le 5 février 1997.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Fonction publique,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Annexe à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 février 1997 fixant les modalités de permutation entre les membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française et les membres du personnel du Gouvernement wallon transférés d'office en provenance de ces Services

FORMULAIRE DE DEMANDE DE NOUVELLE AFFECTATION  
DANS LES SERVICES DU GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

Partie A : A remplir par le membre du personnel

NOM :

PRENOM :

DATE DE NAISSANCE :

RANG HIERARCHIQUE ET GRADE AU GOUVERNEMENT WALLON :

GRADE DANS LES SERVICES DU GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE AVANT LE  
TRANSFERT D'OFFICE :

Fait à , le

Le membre du personnel,  
(signature)

Partie B : Cadre réservé à l'Administration wallonne

B1 Ce cadre doit être rempli par l'entité administrative compétente, au Gouvernement wallon, pour la gestion du membre du personnel concerné, après son transfert d'office et son affectation dans un des Ministères constitués au sein des Services du Gouvernement.

B2 Je soussigné, Secrétaire général, atteste que le membre du personnel ayant rempli la partie A du présent formulaire :

1. est titulaire, au Gouvernement wallon, du grade indiqué par ses soins;
2. n'a pas obtenu, au Gouvernement wallon, depuis son transfert d'office, une promotion.

Le Secrétaire général.

Partie C : Cadre réservé à l'Administration communautaire

Ce cadre doit être rempli par le Service général de la fonction publique.

C1 Type d'emploi dans les Services du Gouvernement de la Communauté française au 30 décembre 1994 (1)

STATUTAIRE

STAGIAIRE

CONTRACTUEL

C2 Anciennetés dans les Services du Gouvernement de la Communauté française au 30 décembre 1994 (2)

ANCIENNETE DE GRADE :

ANCIENNETE DE SERVICE :

C3 Références de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française en vertu duquel le membre du personnel a été transféré d'office au Gouvernement wallon

C4 Date d'envoi recommandé du formulaire par le membre du personnel :

C5 Les données figurant dans la partie A du présent formulaire ont été vérifiées et, le cas échéant, rectifiées.

Le Directeur général,

(1) Biffer la mention inutile.

(2) Ces anciennetés sont celles qui avaient été retenues pour assurer l'exécution de l'article 4, § 3, de l'arrêté du Gouvernement du 4 novembre 1994.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 février 1997 fixant les modalités de permutation entre les membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française et les membres du personnel du Gouvernement wallon transférés d'office en provenance de ces Services.

Le Ministre de la Fonction publique,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

#### Avis

Le présent avis est publié en exécution de l'article 8, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 novembre 1994 déterminant les modalités de transfert du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française au Gouvernement wallon et au Collège de la Commission communautaire française, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 novembre 1995.

Par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 1995, des membres du personnel des Services du Gouvernement ont été transférés d'office au Gouvernement wallon.

L'article 8 de l'arrêté du Gouvernement du 4 novembre 1994 a créé le cadre réglementaire pour que des membres du personnel transférés d'office [...] soient à nouveau affectés dans les Services du Gouvernement de la Communauté française, selon des modalités [...] fixées par celui-ci et publiées sous forme d'avis au *Moniteur belge*.

Ces modalités (arrêté du Gouvernement du 5 février 1997) sont publiées dans la présente édition du *Moniteur*.

Elles permettront aux membres du personnel des Services du Gouvernement wallon qui ont été transférés d'office en application de l'arrêté du Gouvernement du 20 septembre 1995 de solliciter une nouvelle affectation dans les Services du Gouvernement de la Communauté française, c'est-à-dire d'y exercer de nouveau leurs activités professionnelles.

I. Les membres du personnel appartenant aujourd'hui aux Services du Gouvernement wallon, qui souhaitent faire usage de cette procédure doivent répondre aux conditions suivantes :

— avoir été repris à l'annexe de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 1995 transférant d'office des membres du personnel de niveau 1 des Services du Gouvernement de la Communauté française - Ministère de la Culture et des Affaires sociales et Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation - au Gouvernement wallon en exécution de l'arrêté du Gouvernement du 4 novembre 1994 déterminant les modalités de transfert du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française au Gouvernement wallon et au Collège de la Commission communautaire française;

— ne pas avoir bénéficié, depuis ce transfert, d'une promotion dans les Services du Gouvernement wallon

II. Les demandes de nouvelle affectation dans les Services du Gouvernement de la Communauté française doivent être adressées, par envoi recommandé, à :

Monsieur Henry Ingberg  
Secrétaire général du Ministère de la Communauté française  
Service général de la fonction publique  
Boulevard Léopold II, 44  
1080 Bruxelles.

Ces demandes seront prises en considération dans le cadre de cette procédure pour autant que :

1° elles aient été exprimées à l'aide du formulaire repris en annexe à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 février 1997, visé ci-dessus;

2° la partie B de ce formulaire ait été dûment vérifiée et complétée par le Secrétaire général du Ministère constitué au sein des Services du Gouvernement wallon et auquel appartient, à la date où la demande est introduite, le membre du personnel concerné;

3° à la demande du Gouvernement wallon, le Ministre compétent pour la Fonction publique au sein du Gouvernement de la Communauté française n'ait pas décidé que, en raison de l'intérêt du service, il n'était pas donné suite à la demande du membre du personnel et que le cas échéant, cette décision n'ait pas été entérinée par la commission de recours évoquée au point IV du présent avis.

4° elles aient été introduites dans le délai de trente jours prescrit par l'article 8, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement du 4 novembre 1994 et qui commence à courir, en application de l'article 2, § 2, de l'arrêté du Gouvernement du 5 février 1997, au premier jour ouvrable qui suit l'entrée en vigueur de cet arrêté.

Pour mémoire, cette dernière date est celle du premier jour du mois qui suit celui au cours duquel cet arrêté est publié au *Moniteur belge*.

III. Les demandes de nouvelle affectation prises en considération dans le cadre de cette procédure font l'objet d'une publication au *Moniteur belge*.

Cette publication est assurée sous la forme d'un classement de ces demandes, établi par grade.

Au sein de chaque grade, les principes de classement suivants sont retenus

1. constitution des deux ensembles :

1° agents nommés à titre définitif;

2° membres du personnel qui, au 30 décembre 1994, étaient engagés, dans les Services du Gouvernement de la Communauté française, par contrat de travail;

2. au sein de chacun de ces ensembles, classement selon les principes suivants :

1° le membre du personnel le plus ancien en grade;

2° à égalité d'ancienneté de grade, le membre du personnel dont l'ancienneté de service est la plus grande;

3° à égalité d'ancienneté de service, le membre du personnel le plus âgé.

Les grades énumérés dans ce classement sont ceux repris à la partie A du formulaire annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française susvisé, tel qu'en aura attesté, à la partie B de celui-ci, le Secrétaire général du Ministère constitué au sein des Services du Gouvernement wallon et auquel appartient à la date de la demande de nouvelle affectation, le membre du personnel ayant introduit celle-ci.

Cette publication sera ultérieurement utilisée pour lancer un appel, parmi les membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française susvisé, tel qu'ils introduisent une demande de permutation avec les membres du personnel des Services du Gouvernement wallon ayant introduit une demande de nouvelle affectation à la Communauté française.

IV. L'article 8, § 2, de l'arrêté du Gouvernement du 4 novembre 1994 précité est rédigé comme suit :

[...]

à la demande du Gouvernement wallon ou du Collège de la Commission communautaire française, le Ministre peut décider, en raison de l'intérêt du service, qu'il n'est pas donné suite à la demande du membre du personnel titulaire d'un grade de niveau 1 [...].

Dans les trente jours de la notification de la décision, l'agent peut exercer contre elle un recours devant une commission instituée par le Ministre.

La décision de la commission est sans appel.

La commission est composée de neuf membres et présidée par un magistrat. Le Gouvernement de la Communauté française, le Gouvernement wallon et le Collège de la Commission communautaire française désignent chacun trois des neuf membres.

Le Président est désigné par le Ministre, après avis du Gouvernement wallon et du Collège de la Commission communautaire française.

Le Secrétariat et le suivi administratif sont assurés par la Direction d'administration de la fonction publique - cellule interministérielle.

Le membre du personnel qui désire faire usage du droit que lui confère l'alinéa 2 de cette disposition saisit ladite commission, par envoi recommandé, à l'adresse suivante :

Monsieur le Président de la Commission de recours en matière de nouvelles affectations et de permutations

Service général de la fonction publique

Boulevard Léopold II, 44

1080 Bruxelles.

La composition de la commission est publiée au *Moniteur belge* également.

Le Ministre de la Fonction publique,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 97 — 629

IS - C - 97/29124 I

**5 FEBRUARI 1997. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de nadere regels voor de omwisseling tussen de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de personeelsleden die naar de Diensten van de Waalse Regering van ambtswege werden overgedragen**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet II van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 6, § 2, lid 1;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 november 1994 houdende bepaling van de nadere regels voor de overdracht van het personeel van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap naar de Waalse Regering en naar het College van de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 8, § 1, gewijzigd bij het besluit van de Regering van 8 november 1995;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 december 1996 houdende oprichting van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het protocol nr. 148 van 2 februari 1996 van het Onderhandelingscomité van Sector XVII;

Gelet op het eensluidend advies van de Waalse Regering, gegeven op 14 maart 1996;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 11 oktober 1996;

Gelet op het advies van de Raad van State;  
Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;  
Gelet op de beraadslaging van de Regering van 27 januari 1997,

Besluit :

**Artikel 1.** De personeelsleden bedoeld in artikel 8, § 1, van het besluit van de Regering van 4 november 1994 houdende bepaling van de nadere regels voor de overdracht van het personeel van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap naar de Waalse Regering en naar het College van de Franse Gemeenschapscommissie, gewijzigd bij het besluit van de Regering van 8 november 1995, zijn de personeelsleden waarvan de namen vermeld zijn in de bijlage van het besluit van de Regering van 20 september 1995 waarbij personeelsleden van niveau 1 van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap - Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken en Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming - van ambtswege worden overgedragen naar de Waalse Regering in uitvoering van het besluit van de Regering van 4 november 1994 houdende bepaling van de nadere regels voor de overdracht van het personeel van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap naar de Waalse Regering en naar het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

**Art. 2. § 1.** De bij artikel 1 bedoelde personeelsleden dienen hun aanvraag om nieuwe dienstaanwijzing in door middel van het als bijlage vermelde formulier, bij aangetekend schrijven, gericht naar de Secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, die er de ontvangst van meldt.

Zij zenden langs de hiërarchische weg een afschrift van hun aanvraag over aan de Secretaris-generaal van het ministerie waarvoor zij aangewezen zijn.

§ 2. De termijn bedoeld bij artikel 8, § 1, van het besluit van de Regering van 4 november 1994 gaat de eerste werkdag in die volgt op de inwerkingtreding van dit besluit.

**Art. 3.** De aanvragen om nieuwe dienstaanwijzing blijven geldig, zolang aan die aanvragen niet is voldaan, zolang zij niet ingetrokken zijn of zolang de betrokkenen binnen de Diensten van de Waalse Regering geen bevordering hebben verkregen.

**Art. 4.** Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand die volgt op de maand gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 5.** De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 5 februari 1997.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Ambtenarenzaken,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Bijlage bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 februari 1997 tot vaststelling van de nadere regels voor de omwisseling tussen de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de personeelsleden die naar de Diensten van de Waalse Regering van ambtswege werden overgedragen

FORMULIER VOOR HET AANVRAGEN VAN EEN NIEUWE AANWIJZING  
VOOR DE DIENSTEN VAN DE REGERING VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

Deel A : Door het personeelslid in te vullen

NAAM :

VOORNAAM :

GEBOORTEDATUM :

HIERARCHISCHE RANG EN GRAAD IN DE WAALSE REGERING :

GRAAD IN DE DIENSTEN VAN DE REGERING VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP VOOR DE OVERDRACHT  
VAN AMBTSWEGE :

Opgemaakt te , op

Het personeelslid,  
(handtekening)

## Deel B : Vak bestemd voor de Waalse Administratie

B1 Dit vak moet worden ingevuld door de administratieve entiteit die, in de Waalse Regering, bevoegd is voor het beheer van het betrokken personeelslid, na zijn overdracht van ambtswege en zijn aanwijzing voor één van de binnen de Diensten van de Regering opgerichte Ministeries.

B2 Ik ondergetekende, Secretaris-generaal, bevestig dat het personeelslid dat het deel A van dit formulier heeft ingevuld :

1. bekleed is, in de Waalse Regering, met de door hem vermelde graad;
2. in de Waalse Regering, sedert zijn overdracht van ambtswege, geen bevordering heeft verkregen.

De Secretaris-generaal

## Deel C : Vak bestemd voor de Administratie van de Franse Gemeenschap

Dit vak moet door de Algemene Dienst voor ambtenarenzaken worden ingevuld

C1 Aard van de betrekking in de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap op 30 december 1994 (1)

STATUTAIR

STAGIAIR

CONTRACTUEEL

C2 Anciënniteit in de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap op 30 december 1994 (2)

GRAADANCIËNNITEIT :

DIENSTANCIËNNITEIT :

C3 Referentie van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap krachtens hetwelk het personeelslid van ambtswege naar de Waalse Regering werd overgedragen.

C4 Datum van het aangetekend schrijven waarin zich het formulier van het personeelslid bevindt :

C5 De gegevens die in het deel A van dit formulier voorkomen, werden nagezien en, in voorkomend geval, rechtgezet.

De Directeur-generaal,

(1) Doorhalen wat niet verlangd wordt.

(2) Die anciënniteit is deze die in aanmerking werd genomen voor de uitvoering van artikel 4, § 3, van het besluit van de Regering van 4 november 1994.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 februari 1997 tot vaststelling van de nadere regels voor de omwisseling tussen de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de personeelsleden die naar de Diensten van de Waalse Regering van ambtswege werden overgedragen.

De Minister van Ambtenarenzaken,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE